



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'AUBE

Direction Départementale  
des Territoires  
Secrétariat Général  
Bureau Juridique

**ARRÊTÉ**

N° 10-D408 du 18 février 2010

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Société ESKa à ROSIERES PRES TROYES**

**Mise en demeure**



Le Préfet de l'AUBE,

**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement et notamment son Livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre 1<sup>er</sup> consacré aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°08-1825 du 09 juin 2008 autorisant la société ESKA à exploiter sur le territoire de la commune de ROSIERES-PRES-TROYES une installation de stockage et de récupération de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et de véhicules hors d'usage,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 février 2010 relatif à la visite d'inspection inopinée réalisée le 09 février 2010,

CONSIDERANT que la visite d'inspection inopinée du 09 février 2010 a mis en évidence le non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 09 juin 2008, notamment celles des articles 3.9., 4.3., 6.3., 5.2. et 9.4., et que cette situation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;

# **ARRETE**

## **ARTICLE PREMIER -**

La société ESKA, dont le siège social est situé 56, rue de Metz, BP 70008 à Jouy-aux -Arches, 57131 Ars-sur Moselle Cedex 1, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°08-1825 du 09 juin 2008 l'autorisant à exploiter sur le territoire de la commune de ROSIERES-PRES-TROYES une installation de stockage et de récupération de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et de véhicules hors d'usage dans les conditions définies à l'article 2 de cet arrêté.

## **ARTICLE 2 -**

Les dispositions des articles suivants doivent être respectées dans les délais précisés :

- article 3.9. « aménagement et aires spéciales » : délai de trois mois,
- article 6.3. « réseau de collecte et point de rejet » : délai de trois mois,
- article 4.3. « récupération des métaux » : délai d'un mois,
- article 5.2. « moyens de lutte contre l'incendie » : délai de deux mois,
- article 9.4. « contrôles des niveaux sonores » : dans un délai d'un mois.

L'ensemble des autres dispositions devra être immédiatement respecté.

## **ARTICLE 3 -**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

## **ARTICLE 4 -**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, Direction Générale de la Prévention des Risques, bureau du contentieux, 92055 LA DEFENSE cedex, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 5 -**

Le présent arrêté est notifié à la société ESKA.

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la Mairie de ROSIERES PRES TROYES pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le Maire à la Direction Départementale des Territoires – Bureau Juridique.

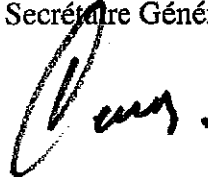
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Maire de ROSIERES PRES TROYES et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6 -**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Directeur Départemental des territoires de l'Aube, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et Monsieur le Maire de ROSIERES PRES TROYES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TROYES, le 18 février 2010

pour le Préfet,  
le Secrétaire Général



Thierry PETIT

